

NFT : enjeux techniques et juridiques en Europe et en Chine



Piece of

Sydney Chiche-Attali



Matthieu Quiniou

Avocats à la Cour spécialisés en droit de la propriété intellectuelle, et en droit du numérique

1) Le E-yuan

a) Fonctionnement

1) Qu'est-ce que le e-CNY ?

L'e-CNY, également connu sous le nom de yuan numérique, est une version numérisée de la monnaie légale chinoise, le renminbi (RMB), émise par la banque centrale de Chine, la Banque populaire de Chine (PBOC).

2) L'e-CNY est-il un type de "crypto-monnaie" ?

Ce n'est pas une monnaie décentralisée ou cryptographique.

3) Quelle est la valeur de l'e-CNY ?

L'e-CNY a la même valeur que le RMB.

4) Puis-je acheter des e-CNY ?

Les citoyens non chinois non résidant en Chine ne peuvent pas en acquérir en principe.

5) Puis-je utiliser l'e-CNY ?

Les étrangers résidant en Chine peuvent utiliser l'e-CNY par le biais de l'application yuan numérique, mais il y a quelques restrictions.

6) Comment fonctionnent l'application et le portefeuille numérique en yuan numérique ?

On accède au portefeuille numérique, appelé 数字钱包 « shuzi qianbao » en chinois, par l'application yuan numérique 数字人民币 « shuzi renminbi » qui est le principal moyen par lequel les utilisateurs peuvent utiliser l'e-CNY.

7) Qui exploite l'application de yuan numérique ?

7 banques commerciales et 2 banques en ligne sont actuellement habilitées à fournir des e-CNY :

- ICBC
- Banque agricole de Chine
- Banque de Chine
- China Construction Bank
- Banque des communications
- Banque d'épargne postale de Chine
- China Merchant's Bank
- WeBank (WeChat Pay)
- MyBank (Alipay)

b) Déploiement

Les utilisateurs de 23 villes chinoises, dont Shanghai, Pékin et Shenzhen, peuvent désormais payer leurs biens et services avec l'e-CNY : soit 261 millions d'utilisateurs individuels et des transactions d'une valeur de 87,5 milliards de yuans (13,78 milliards de dollars) ont été effectuées.

Peu de temps après le lancement de l'application, l'application de messagerie et la plateforme de paiement WeChat, détenues par Tencent, ont annoncé qu'elles commenceraient à permettre aux utilisateurs de choisir l'e-CNY comme option de paiement pour régler des services.

Avec plus de 1,2 milliard d'utilisateurs, dont environ 750 millions sont actifs quotidiennement, ce développement pourrait donner une exposition significative à l'e-CNY.

c) Régime juridique

La Chine devrait rédiger de nouvelles lois et réglementations pour le yuan numérique afin de clarifier son fonctionnement et de répondre aux préoccupations en matière de confidentialité.

La Chine devrait également modifier les textes concernant la monnaie ordinaire, le yuan, afin de clarifier le statut du yuan numérique en tant que monnaie légale, et définir les circonstances dans lesquelles les entreprises ou les particuliers peuvent refuser la monnaie virtuelle



2) L'interdiction des blockchains publiques et des cryptomonnaies

en Chine

a) Historique

Les autorités chinoises ont commencé à limiter l'usage des blockchains publiques et du bitcoin dès septembre 2017, pour des raisons de régulation financière.

En 2019, la Banque centrale de Chine a annoncé qu'elle allait bloquer l'accès aux plateformes d'échanges de cryptomonnaies chinoises et étrangères.

Le 18 mai 2021, le gouvernement chinois a annoncé l'interdiction de leur utilisation au sein des institutions financières et des sociétés de paiement du pays.

b) Les activités de mining

Le gouvernement chinois a décidé d'interdire le minage au sein du pays.

Le pays concentre plus de 21% du « hashrate » (la puissance de calcul nécessaire au minage de nouvelles unités de crypto-monnaies) mondial du réseau, derrière les États-Unis (37,84%) et devant le Kazakhstan (13,22%).

Des chercheurs de l'université de Cambridge attribuent le retour en force des mineurs en Chine à « une industrie souterraine ». Pour se protéger des autorités, les mineurs se sont probablement appuyés sur « des réseaux privés virtuels (VPN) ou d'autres services proxy ».

c) Les sanctions

La banque centrale de Chine a confirmé dans un communiqué, qu'elle allait prendre des mesures pour "bloquer" et "interdire" les comptes qu'elle soupçonne d'effectuer des transactions liées aux cryptomonnaies, les contrevenants devant être "signalés" aux "autorités compétentes."

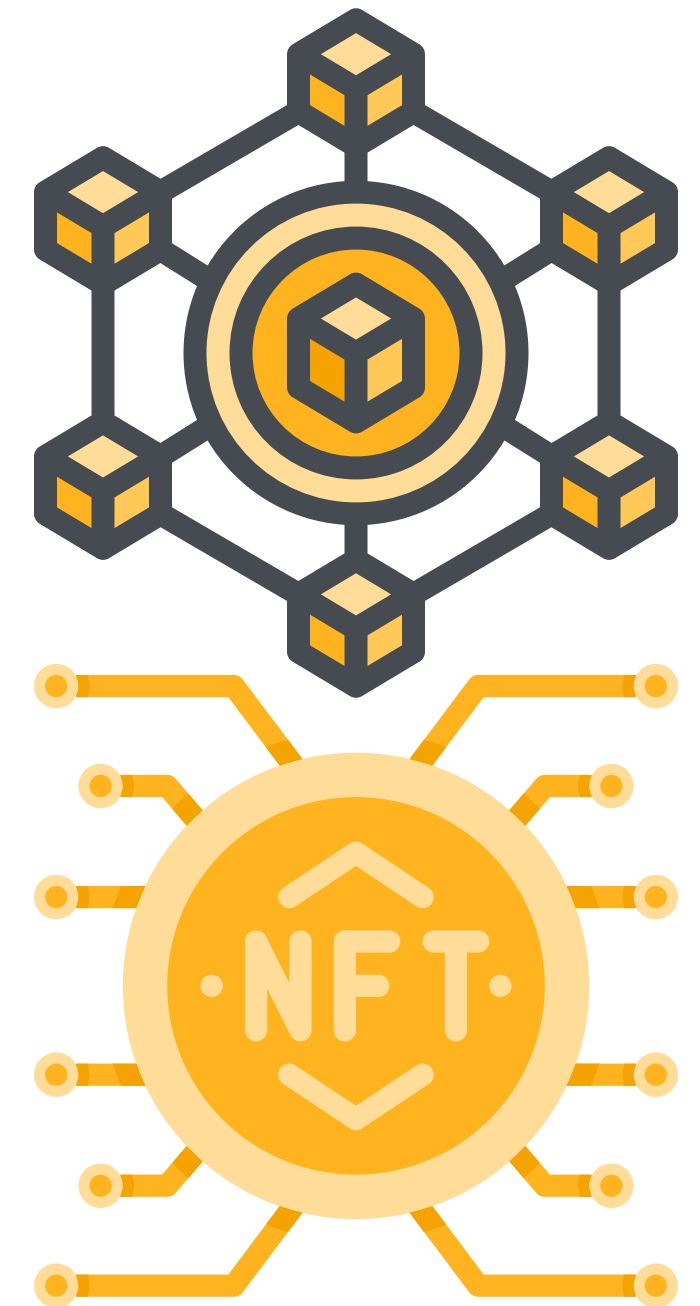
Et la banque conclut qu'elle "réprimera activement les activités commerciales liées aux cryptomonnaies."



3) Le blockchain service network chinois et les NFTs

a) Fonctionnement

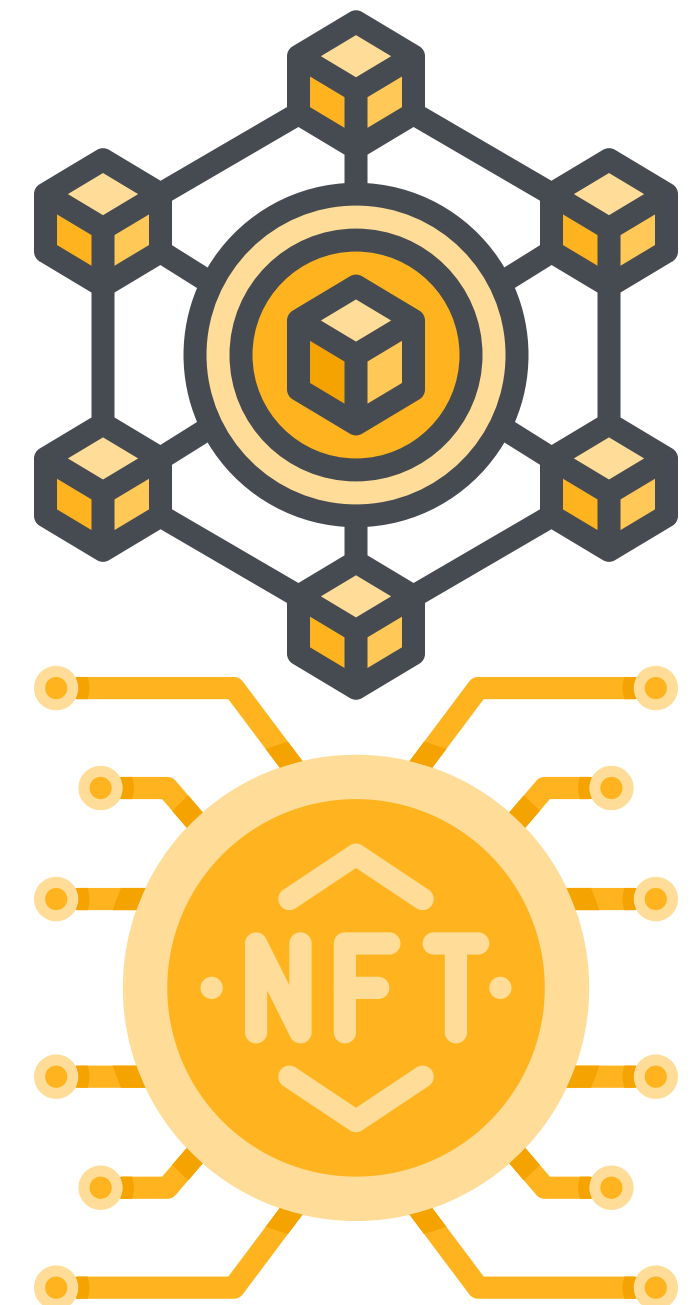
- Le réseau de services basé sur la blockchain (Blockchain Service Network BSN).
- Le BSN a notamment déployé une infrastructure pour soutenir le déploiement des NFTs ("Non Fungible Token").
- L'infrastructure BSN-Distributed Digital Certificate (BSN-DDC) qui sert à faciliter la création de sites ou applications pour gérer, échanger des NFT est entrée en service en janvier 2022.
- Le BSN se présente comme un « guichet unique » pour déployer ces applications blockchain.
- Il essaye de résoudre un problème difficile dans l'industrie qu'est l'interopérabilité.
- Le BSN-DDC intégrera une version adaptée de la blockchain Ethereum.
- Les plateformes issues de BSN-DDC pourront émettre un NFT à la compatibilité large pour environ 0,7 centime.



3) Le blockchain service network chinois et les NFTs

b) Déploiement

- Des données récentes montrent que le nombre de plates-formes de "collectibles" numériques en Chine est en hausse.
- Cette hausse intervient dans un contexte d'engouement et de popularité croissants pour les "objets de collection numériques" dans le pays.
- Des grandes entreprises technologiques comme Alibaba et Tencent ont leurs plateformes de NFT.



4) Le régime juridique des NFTs en Chine

a) Le droit des NFTs en construction

- Selon He Yifan, directeur général de Red Date Technology, les NFT "n'ont aucun problème juridique en Chine" tant qu'ils se distancient des crypto-monnaies comme le bitcoin.
- 3 autorités chinoises ont conjointement publié un avertissement public sur les « risques cachés » de l'investissement dans les NFT.
- Des initiatives visant à encourager l'innovation dans l'espace cryptomonnaie et blockchain axé sur les NFT ainsi qu'à « freiner résolument la tendance à la financiarisation et à la titrisation des NFT » afin de réduire les risques autour des activités illicites.

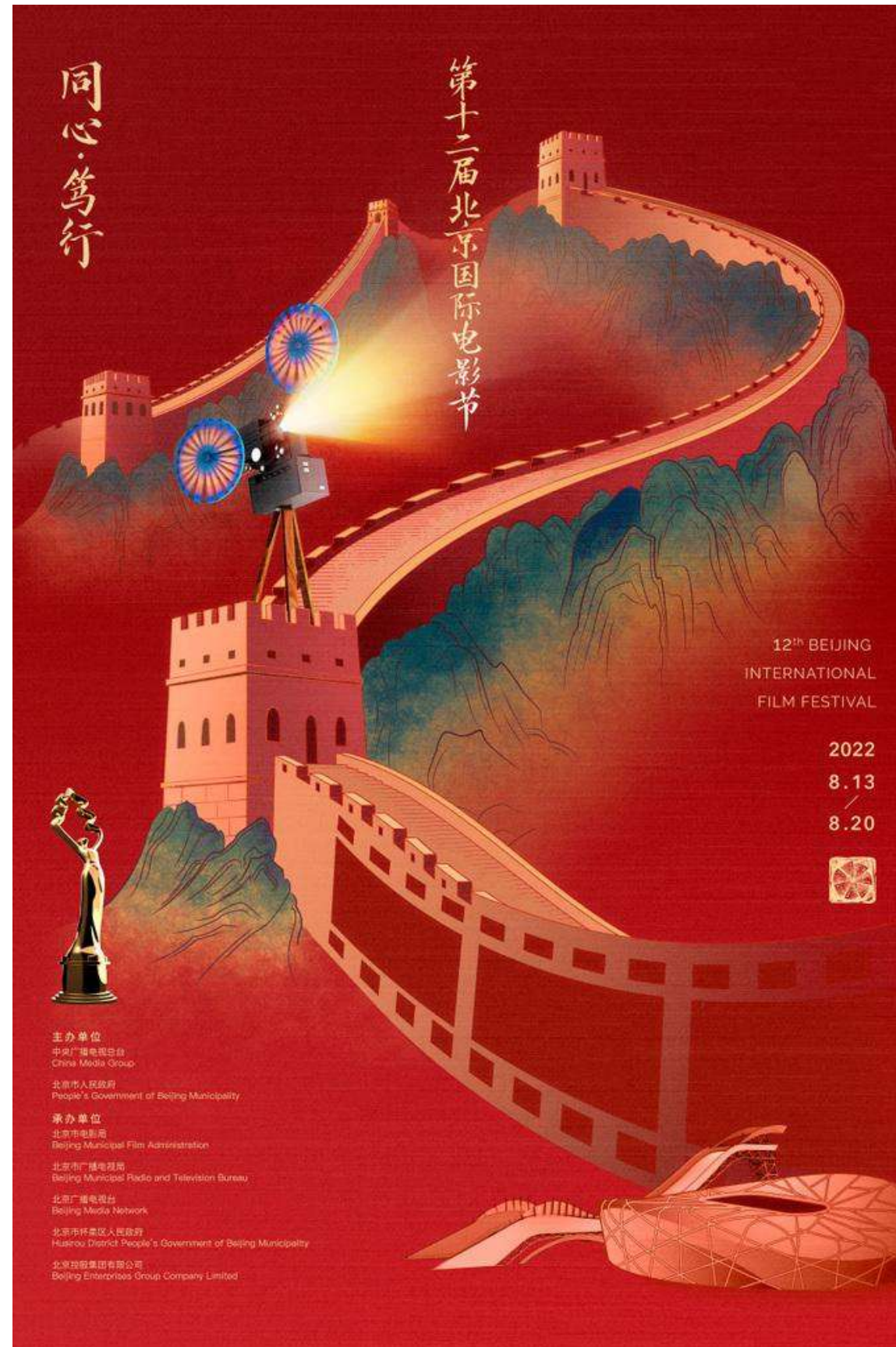


4) Le régime juridique des NFTs en Chine

a) Le droit des NFTs en construction

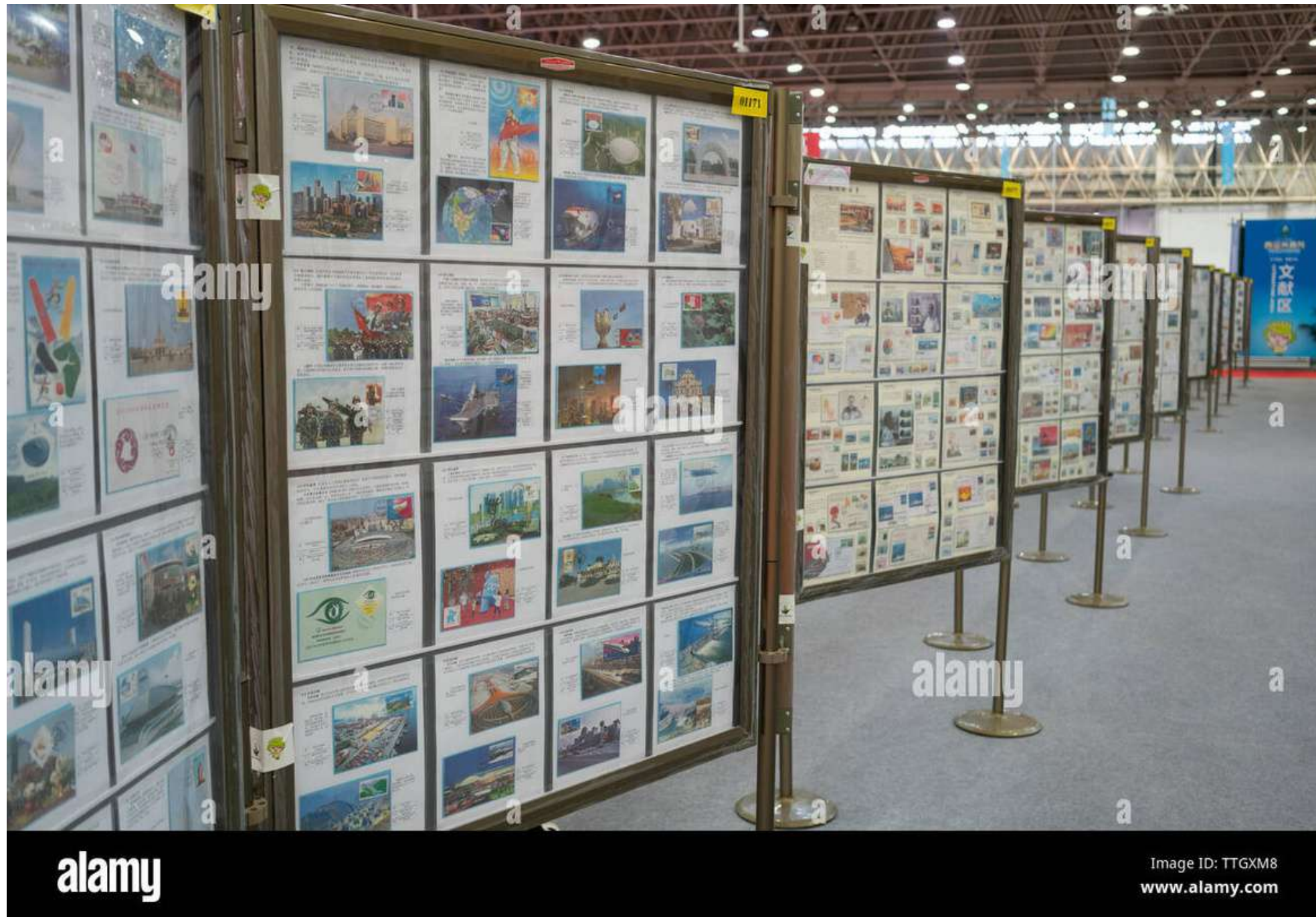
- Les plateformes qui vendent des objets de collection numériques « doivent exiger l'authentification de l'identité réelle de ceux qui émettent, vendent et achètent » les actifs.
- L'initiative vise à rendre plus difficile le commerce des NFT et impossible la spéculation.
- Les plateformes numériques de collection, selon la proposition émise par Tencent, Ant Group et d'autres, devraient détenir les permis réglementaires, assurer la sécurité des technologies blockchain sous-jacentes, appliquer les contrôles d'identité des utilisateurs, renforcer la protection de la PI, interdire résolument les spéculations financières et promouvoir une consommation « rationnelle » parmi les utilisateurs.





b) Exemples d'opération NFT en Chine

Du 12 au 20 août 2022, le 12^e Festival international du film de Pékin (BJIFF) a lancé une série de collections numériques afin de commémorer sa cérémonie d'ouverture.



L'exposition philatélique GBA 2022 a fait entrer un événement philatélique national dans le métavers pour la première fois en Chine.



Fin juillet 2022 : Le musée de Shanghai est devenu la première institution chinoise à publier des NFT sur sa propre blockchain.



La plateforme du Musée de la Mer (**海上博物**) du Musée de Shanghai a été lancée dans le but de valoriser le patrimoine culturel chinois.

c) Les règles des plateformes : aspects pratiques

- Alibaba et Tencent ont chacun créé une plateforme dédiée pour créer, et échanger des NFT.
 - Alibaba, par exemple, a lancé son application NFT « Jingtian » en décembre 2021 et lance maintenant des collections de NFT quasiment tous les jours.
 - Ces NFTs à tirage limité sont vendus à des prix ne dépassant pas 5 dollars.
 - Les acheteurs doivent attendre 6 mois avant de le “donner” à un autre utilisateur, qui doit attendre encore 2 ans avant de le donner à nouveau.
- Alibaba a interdit sur sa propre marketplace d'occasion de référencer des produits NFT.



c) Les règles des plateformes : aspects pratiques

- Les NFT n'ont aucune valeur de revente officielle et ne peuvent donc pas servir d'investissement financier.
- Étant donné que de nombreux NFT sont liés à des œuvres protégées par le droit d'auteur, ils soulèvent des problèmes de propriété intellectuelle.
- Les plateformes de vente de NFT ont une responsabilité potentielle.
- L'Administration nationale du droit d'auteur a annoncé qu'elle allait sévir sévèrement contre les infractions, telles que la contrefaçon de NFTs et le minting de NFT ou d'objets de collections numériques à collectionner basés sur le travail d'autrui sans autorisation.



d) Les tribunaux d'internet et les NFTs



La Chine a plusieurs "tribunaux d'Internet" qui sont destinés à régler les litiges relatifs au web, à l'heure où la justice fait face à l'explosion des litiges liés au commerce électronique.

Le tribunal d'Internet de la ville de Hangzhou a rendu un jugement unique en son genre contre une marketplace de NFT pour avoir permis à un utilisateur de créer (ou de minter) des NFT d'œuvres d'art contrefaites.

CONCLUSION

Le potentiel du marché des NFTs est énorme. La Chine construit un écosystème NFT avec des caractéristiques chinoises.

Les acteurs étrangers doivent évaluer soigneusement leurs obligations en vertu des législations de la Chine notamment sur la protection des données.

Il existe des mesures de sécurité soigneusement conçues concernant la création, la distribution et le commerce des NFT.

Le bitcoin était initialement révééré dans les cercles « cypherpunk » pour sa dimension décentralisée. Or en Chine, le modèle qui se développe est extrêmement centralisé et contraire à ces idéaux. Le modèle chinois est très singulier puisqu'il se caractérise par un contrôle quasi total du gouvernement.

Contactez-nous!



Matthieu Quiniou

qm@quiniou-avocat.com



Sydney Chiche-Attali

sydney@chicheattaliavocats.com

Nous vous remercions pour votre attention.